

Brevet et Baccalauréat : le ministre place les personnels et les élèves dans une situation impossible ! Il doit prendre ses responsabilités

La double peine pour les élèves et les personnels

Des mois de cours supprimés, une préparation aux examens différente d'un établissement à un autre, un enchaînement de confinement, déconfinement et un enseignement hybride dégradé... Les lycéens, avec leurs parents, se mobilisent dans des dizaines d'établissements sur toute la France et dénoncent cette situation totalement inégalitaire. Ils ont raison !

Ni les élèves, ni les personnels ne sont responsables des choix du ministre qui refuse de créer les postes en nombre suffisant et de prendre toutes les mesures pour garantir un enseignement en présentiel à tous les élèves en toute sécurité. Ces choix ont abouti, pour les collégiens et les lycéens, à une scolarité en pointillé qui, de fait, a imposé une forme de déscolarisation. En laissant pourrir la situation, le ministre Blanquer cherche à rendre le contrôle continu incontournable et ainsi tirer un trait définitif sur les diplômes nationaux.

La FNEC FP-FO rappelle que c'est contre cela que les personnels et les lycéens ont fait grève en 2019 et en 2020.

Les notes du contrôle continu et donc du baccalauréat, *in fine*, seront l'expression d'une scolarité dégradée. Par ailleurs, personne n'a oublié le bidouillage des notes imposé par le ministre en 2020 suite à la généralisation du contrôle continu au prétexte de la pandémie.

Préparation des examens : mission impossible

En raison des capacités réduites suite aux consignes sanitaires, les personnels des DEC (Directions des Examens et des Concours), font le constat que l'organisation et l'accueil des candidats ne sera pas possible sans moyens supplémentaires en postes et en locaux.

La FNEC FP-FO exige que le ministre prenne ses responsabilités :

- pour permettre à chaque bachelier d'accéder à une qualification reconnue nationalement et à la filière post-baccalauréat de son choix. Aucun collégien, aucun lycéen ne doit être pénalisé face à l'examen. Le tri social *Parcoursup* doit être abrogé.
- pour des mesures urgentes afin d'alléger les classes de la maternelle à l'enseignement supérieur ;
- pour mettre en place des conditions pour une remise à niveau scolaire des élèves durement touchés : annulation des 1800 suppressions de postes dans le 2nd degré, créations des postes de titulaires à la hauteur des besoins, annulation des fermetures de classes ;
- Il faut abroger la réforme du lycée et du baccalauréat !

La FNEC FP-FO appelle les personnels à se réunir en HIS et en AG pour lister les revendications, à se mettre en contact avec les lycéens et les parents d'élèves. Elle appelle à prendre toutes les initiatives pour exiger les heures, les postes, le recrutement de personnels titulaires à la hauteur des besoins, des mesures permettant à tous les élèves d'obtenir leurs examens dans un cadre égalitaire et national.